

Bureaux de la JICA en Afrique



Avis de non-responsabilité : Cette carte a un but purement illustratif et ne reflète en aucune façon l'expression d'une quelconque opinion de la part de la JICA concernant le statut juridique d'un quelconque pays ou territoire, ou concernant la délimitation des frontières ou limites.

- | | | | |
|------------------------------------|---------------|-----------------|-------------------|
| 1 Angola | 8 Djibouti | 16 Maroc | 24 Afrique du Sud |
| 2 Bénin | 9 Égypte | 17 Mozambique | 25 Soudan du Sud |
| 3 Botswana | 10 Éthiopie | 18 Namibie | 26 Soudan |
| 4 Burkina Faso | 11 Gabon | 19 Niger | 27 Tanzanie |
| 5 Cameroun | 12 Ghana | 20 Nigéria | 28 Tunisie |
| 6 Côte d'Ivoire | 13 Kénya | 21 Rwanda | 29 Ouganda |
| 7 République démocratique du Congo | 14 Madagascar | 22 Sénégal | 30 Zambie |
| | 15 Malawi | 23 Sierra Leone | 31 Zimbabwe |

Agenda 2063 et la coopération de la JICA

La coopération de la JICA en Afrique

Une croissance de qualité

Promouvoir une croissance économique équilibrée, stable et durable dont les bénéficiaires touchent toute la société, y compris les pauvres.

Sécurité humaine – Développement des capacités pour chaque individu en Afrique

Renforcer les capacités de chaque individu et encourager la participation à la création de sociétés et de nations dynamiques.

Développement africain en collaboration avec les secteurs public et privé

Promouvoir le développement des entreprises japonaise privées en Afrique en collaboration avec les secteurs public et privé



Département Afrique de
l'Agence japonaise de coopération internationale

Nibancho Center Building, 5-25 Niban-cho, Chiyoda-ku, Tokyo 102-8012
Tel.: 81-3-5226-6660 (6661, 6662 and 6663) (Ligne principale) site web : <http://www.jica.go.jp/>



Agenda 2063 et les initiatives du Japon



L'UA a défini l'année 2063 comme l'aboutissement de sa vision politique, économique et sociale pour l'Afrique à long terme. Cette vision a été acceptée en 2013, 50 ans après la création de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), l'organisation précédant l'UA. Dans cet Agenda 2063, ainsi que dans les sept Aspirations centrées autour d'une croissance inclusive, d'un continent intégré et de la paix et de la stabilité, 15 projets phares, dont l'établissement d'une zone de libre-échange continentale africaine (AfCFTA), ont été définis comme principales priorités.

La TICAD et l'Agenda 2063

Le Japon fournit un large éventail d'aide pour soutenir la vision à long terme du développement africain présenté dans l'Agenda 2063 par l'intermédiaire du cadre de travail de la TICAD. Lors de la 7e Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD 7) organisée en août 2019, la Déclaration de Yokohama 2019 a été adoptée pour encourager le développement global et durable de l'Afrique selon trois piliers qui sont : 1) l'économie, 2) la société, et 3) la paix et la stabilité. Ceci s'accorde par ailleurs avec l'Agenda 2063 de l'UA et ses projets phares. De plus, le gouvernement japonais a publié « TICAD 7 : Les contributions du Japon pour l'Afrique », annonçant environ 50 actions à mettre en œuvre dans les domaines suivants.

TICAD 7 : Les contributions du Japon pour l'Afrique

Économie	<ul style="list-style-type: none"> Développer les ressources humaines industrielles Promouvoir l'innovation et l'investissement Investir dans des infrastructures de qualité pour améliorer la connectivité Assurer la viabilité de la dette Diversifier les industries
Société	<ul style="list-style-type: none"> Promouvoir la CSU et l'Initiative pour la santé et le bien-être humain en Afrique Construire une société résiliente aux désastres Fournir une éducation de qualité durable Partager les valeurs du sport dans la perspective des Jeux de Tokyo 2020
Paix et stabilité	<ul style="list-style-type: none"> Construire des institutions et améliorer la gouvernance Soutenir les initiatives menées par l'Afrique Soutenir les réfugiés, ainsi que les déplacés internes et autres

Qu'est-ce que la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD) ?

La TICAD est une conférence internationale dirigée par le gouvernement japonais depuis 1993 et organisée conjointement par la Commission de l'Union africaine, les Nations Unies, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et la Banque mondiale. La TICAD est un forum ouvert auquel participent non seulement des pays africains, mais également des organisations internationales, des entreprises privées et des organisations de la société civile impliquées dans le développement. Lors de la TICAD, la communauté internationale concentre ses efforts et rassemble un large éventail de connaissances pour discuter de ce qui pourra réellement contribuer au développement de l'Afrique. Au cours du processus de la TICAD, le Japon annonce ses engagements et les met en œuvre continuellement, ce qui est hautement apprécié des pays africains.



La TICAD 7 a été organisée en août 2019 à Yokohama avec la participation de plus de 10 000 personnes, dont les représentants de 53 pays africains, et notamment 42 dirigeants africains, 52 partenaires de développement et 108 organisations internationales.

La Coopération entre l'AUDA-NEPAD et la JICA



Le Dr Ibrahim Assane Mayaki, Directeur général de l'AUDA-NEPAD (à gauche) et le Dr Shinichi Kitaoka, Président de la JICA (à droite)

Le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) a été adopté en tant qu'initiative africaine en 2001, qui s'accorde avec la philosophie de base de la TICAD qui insiste sur l'appropriation africaine. Le Japon a établi sa politique d'aide au NEPAD lors de la TICAD III en 2003. La JICA et l'Agence de développement de l'Union africaine-NEPAD (AUDA-NEPAD) ont signé un mémorandum de coopération en 2014 pour renforcer et promouvoir la coopération principalement dans les domaines de l'intégration régionale, du développement industriel, de la nutrition, de l'aide au secteur privé, et de la recherche. Cette coopération contribue au développement du continent par l'intermédiaire de l'appropriation africaine en promouvant, par exemple, la mise en œuvre du Programme de développement des infrastructures en Afrique (PIDA), de l'Initiative pour la sécurité alimentaire et la nutrition en Afrique (IFNA), ainsi que l'Initiative Kaizen Afrique (AKI).

Le Plan d'action pour le développement industriel accéléré de l'Afrique (AIDA)

L'industrialisation est capitale pour permettre à l'Afrique de croître de manière inclusive et robuste. L'UA a adopté le Plan d'action pour le développement industriel accéléré de l'Afrique (AIDA) lors de son sommet de 2008. L'importance de l'industrialisation de l'Afrique a également été remarquée lors de la Troisième décennie du développement industriel pour l'Afrique (IDDA3), qui a été adoptée par l'Assemblée des Nations Unies en 2016.

Initiatives de la JICA pour l'industrialisation en Afrique

Approche Promouvoir la diversification de l'industrie, créer des emplois et encourager l'innovation et l'investissement en développant les ressources humaines industrielles et en aidant les PME et les start-ups.

Exemple 1 : Initiative Kaizen Afrique (AKI)

En collaboration avec l'AUDA-NEPAD, la JICA a lancé l'Initiative Kaizen Afrique dans le but de vulgariser à travers l'Afrique le Kaizen, une méthode japonaise d'amélioration de la qualité et du contrôle de la

production. Par exemple, dans le Projet pour établir un système de soutien global pour renforcer la compétitivité des entreprises, la JICA s'occupe du développement des ressources humaines industrielles par l'intermédiaire d'un système de vulgarisation du Kaizen centré sur l'Institut éthiopien de Kaizen (EKI) et contribue au renforcement des capacités des industries éthiopiennes prioritaires.

Qu'est-ce que le Kaizen ?

Le « Kaizen » est une philosophie de gestion et un système de connaissances qui permet une amélioration continue de la productivité et de la qualité et qui a soutenu le développement du Japon, en particulier dans le domaine de l'industrie manufacturière. La philosophie Kaizen a contribué au développement économique et social des pays en développement dans divers domaines, notamment l'industrie, la santé, l'éducation et les services publics.



Avant le Kaizen. État d'une machine destinée à fabriquer des produits importants



Après le Kaizen. La machine n'a plus de fuites d'huile et les câbles électriques sont en ordre.



Exemple 2 : Home Grown Solutions (HGS) Accelerator, un programme d'accélération de solutions locales

Suite à la crise de la COVID-19 en 2020, l'AUDA-NEPAD a lancé un programme d'accélération pour les entreprises africaines du secteur de la santé. Le programme est destiné à renforcer la résilience de l'Afrique aux pandémies et à fournir un soutien commercial concret aux entreprises africaines locales avec des solutions locales (HGS) pour répondre à leurs besoins. La JICA a soutenu ce programme depuis son initiation en menant des opérations pilotes ciblant l'Afrique de l'Est en 2021 et en élargissant ses cibles à tout le continent africain à partir de 2022.



Exemple 3 : Le projet NINJA (New Innovation with Japan)

Le projet NINJA a été lancé en 2020 en tant que plateforme d'aide à l'entrepreneuriat, dans le but d'encourager les entrepreneurs et l'innovation dans les pays en développement. En Afrique, ce projet essaye de renforcer l'écosystème en organisant des concours de plans d'affaires pour les entreprises ayant émergé au cours de la pandémie de COVID-19 et en fournissant des programmes d'accélération aux start-ups

- Activités pour sensibiliser à l'entrepreneuriat et encourager les entrepreneurs.
- Promotion de la collaboration entre entreprises en organisant des événements au Japon et à l'étranger.
- Promotion des investissements en capital-risque/investissements à retombées sociales
- Vulgarisation d'informations sur les start-ups locales
- Proposition de politiques pour renforcer l'écosystème de start-ups
- Compréhension de l'impact des start-ups



Le Programme de développement des infrastructures en Afrique (PIDA)



En 2012, lors de la 18e assemblée générale de l'UA, le Programme pour le développement des infrastructures en Afrique (PIDA) a été lancé pour promouvoir le développement des infrastructures d'ici 2040. Le PIDA a sélectionné des projets concernant les infrastructures prioritaires de 2012 à 2020 pour son Plan d'Action Prioritaire (PAP), avec plus de 400 sous-projets dans le cadre de 51 projets de développement des infrastructures en cours, dans les domaines de l'énergie, des ressources en eau, du transport et des TIC. De plus, le PAP 2, qui sera mis en œuvre de 2021 à 2030 a été adopté en 2021 et 69 projets au total ont été sélectionnés.

Les initiatives de la JICA pour le développement des infrastructures

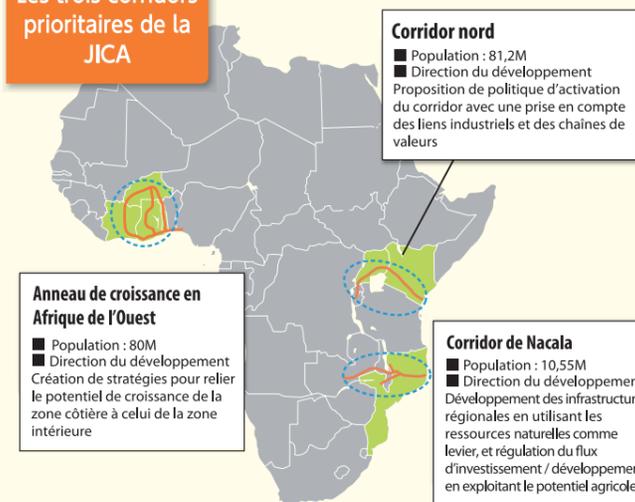
Approche Promotion des investissements dans des infrastructures de qualité dans les trois corridors prioritaires pour lesquels un plan directeur a été achevé (le Corridor Nord, le Corridor de Nacala et l'Anneau de croissance en Afrique de l'Ouest).

Exemple : L'Approche de développement des corridors

La JICA promeut une approche du développement des corridors par la formulation de plans directeurs en se focalisant sur les axes routiers

importants (corridors) jouant un rôle central dans les activités économiques nationales et régionales. Dans ces plans directeurs, la JICA identifie le potentiel industriel et formule des scénarios de croissance à partir d'une perspective à long terme. Lors de la phase de mise en œuvre, la JICA fournit un soutien — à la fois matériel et immatériel — pour le développement des infrastructures conformément au plan à moyen et long termes, aide à l'amélioration des systèmes tels que le dédouanement et encourage le commerce et l'investissement, ainsi que le développement des ressources humaines industrielles.

Les trois corridors prioritaires de la JICA



L'Approche de la JICA pour le développement des corridors

- Prêts
- Dons
- Coopération technique
- Partenariats public-privé

Plan de développement des infrastructures des corridors			
Développement des installations/ infrastructures lourdes	Développement institutionnel et transfert de technologies/infrastructures immatérielles	Développement industriel	Développement du secteur social
<ul style="list-style-type: none"> ● Développement des ports, routes, ponts, chemins de fer, etc. (dons/prêts) ● Développement d'installations d'approvisionnement en énergie (dons/prêts) ● Développement des installations des Postes de Contrôle Juxtaposé (PCJ) (dons/prêts) ● Développement des Zones Économiques Spéciales (ZES) (dons/prêts) <p>Pour soutenir une croissance économique stable à long et moyen termes, la JICA aide le développement des infrastructures économiques telles que les transports, l'électricité, l'énergie et les communications.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ● Installations transfrontalières et développement institutionnel (coopération technique) ● Renforcement des capacités d'exploitation et de gestion des infrastructures (coopération technique) ● Assistance financière pour la promotion de l'investissement privé (prêts) <p>La JICA promeut le commerce et l'investissement en soutenant les PCJ qui facilitent la logistique et le commerce tout en encourageant les investissements dans le secteur privé afin de renforcer le moteur de la croissance.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ● Industrie minière ● Agriculture ● Tourisme ● Enseignement technique 	<ul style="list-style-type: none"> ● Soins médicaux ● Santé publique ● Éducation ● Approvisionnement en eau

La JICA soutient globalement la réalisation du scénario de croissance économique en utilisant de manière optimale une grande variété d'outils de coopération.



Intersection de Tema (faisant partie du Projet d'amélioration des corridors internationaux ghanéens ; au Ghana)



Pont « La source du Nil » (Ouganda)



Projet de développement du port de Mombasa et Projet de développement routier de la zone portuaire de Mombasa (Kenya)
 [Photo : Toyo Construction Co., Ltd.]

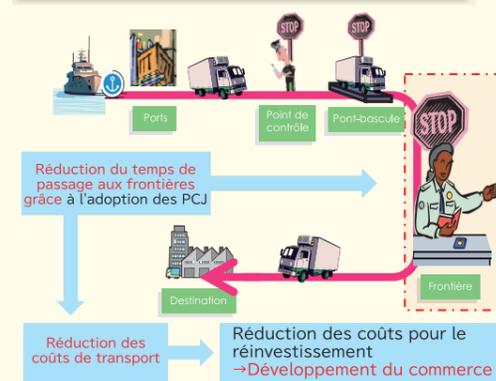


PCJ de Namanga (Kenya et Tanzanie)

Exemple : Promotion des PCJ (Post de Contrôle Juxtaposé)

La JICA a soutenu à ce jour la création de 14 PCJ en Afrique. Par exemple, lors du Projet sur le développement des capacités pour faciliter le commerce et le contrôle des frontières en Afrique de l'Est, la JICA a soutenu le renforcement des capacités opérationnelles des PCJ et le renforcement des capacités des autorités douanières dans cinq pays de la Communauté Est-Africaine (CEA) pour optimiser les procédures de passage et le contrôle des frontières.

Aperçu et impact des PCJ



Principaux projets de la JICA dans le domaine des trois corridors prioritaires (projets de prêts/dons menés en 2000 et après)

● : Prêts ● : Aide non remboursable

Secteur des transports		
Port	Pont	Aéroport
Route	Poste de Contrôle Juxtaposé (PCJ)	
Secteur de l'énergie		
Centrale géothermique	Centrale thermique	Lignes de transmission et de postes électriques
Centrale hydroélectrique		
Secteur de l'eau		
Approvisionnement en eau	Eaux souterraines et adduction des eaux	



Anneau de croissance en Afrique de l'Ouest



Corridor nord



Corridor de Nacala



Pont international de Rusumo et Postes de Contrôle Juxtaposé (PCJ) (Tanzanie et Rwanda)



Projet de développement du port de Nacala (Mozambique)

La Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf)



Un accord pour établir une Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) à travers le continent africain a été signé lors du 10e sommet extraordinaire de l'UA en mars 2018 et est entré en vigueur en mai 2019. En juillet 2019, il a été déclaré que la ZLECAf était passée de la phase préparatoire à la phase de mise en œuvre, et les opérations de la ZLECAf ont commencé en janvier 2021. Avec une population de 1,3 milliard d'habitants, la ZLECAf qui est la plus grande zone de libre-échange du monde pourrait générer divers impacts, tels que l'élargissement du marché africain, la promotion du commerce intra-africain, le développement transrégional des infrastructures, le renforcement des chaînes de valeurs et l'accroissement des investissements étrangers.

Les initiatives de la JICA pour les opérations de la ZLECAf

Approche Renforcement de la connectivité pour l'intégration régionale à travers le soutien de la facilitation du commerce, c'est-à-dire le développement et l'expansion des Postes de Contrôle Juxtaposé (PCJ) et la modernisation des agences gouvernementales et notamment des douanes.

Il existe de nombreux enjeux médicaux et de santé en Afrique, notamment les maladies infectieuses, un assainissement inadéquat, et la malnutrition. Pour résoudre ces problèmes, lors du 26e sommet extraordinaire de l'UA, une décision a été prise pour fonder le Centre africain de contrôle et de prévention des maladies (CDC Afrique) dont les activités ont débuté en janvier 2017. Tout particulièrement en 2020-2021, le CDC Afrique a fourni une grande variété de services médicaux d'urgence aux États membres de l'UA en rapport avec la COVID-19.

Initiatives de la JICA dans le domaine de la santé



Approche Initiative de la JICA pour la santé et la médecine mondiale
Suite à la propagation rapide de la COVID-19, la JICA a lancé une Initiative pour la santé et la médecine mondiale en 2021. Afin de réaliser la « Couverture santé universelle (CSU) », la JICA a pour objectif de renforcer les systèmes de santé des pays en développement en se focalisant sur : 1) le renforcement des systèmes de traitement (traitement), 2) le renforcement de la recherche sur les maladies infectieuses et les systèmes d'alerte (précautions), et 3) la promotion de la prévention des maladies infectieuses (prévention). Conformément à ces trois points, la JICA soutient en Afrique le renforcement des systèmes de prestation de services de santé, des ressources financières et du développement des ressources humaines en santé, tout en tenant compte de la santé maternelle et infantile et de la lutte contre les maladies infectieuses.

Exemple 1 (précautions) : le Partenariat pour le renforcement de la résilience face aux urgences de santé publique par le biais de la recherche et de l'éducation avancées (PREPARE)

Trois piliers

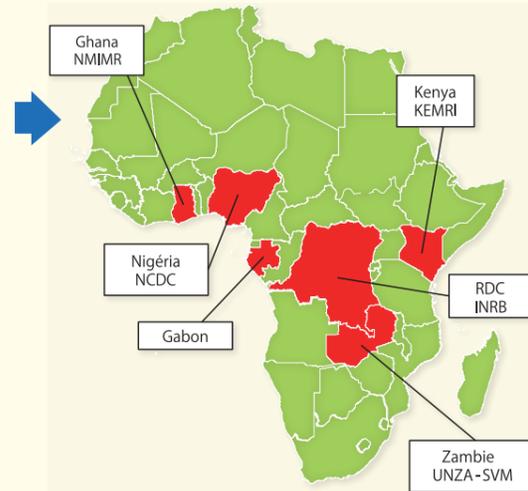
- 1 Développement des capacités des grands laboratoires nationaux : Renforcement des capacités de contrôle des maladies infectieuses par la promotion de la recherche et de l'éducation dans les laboratoires nationaux
- 2 Renforcement des capacités des experts du contrôle des maladies : Encouragement des leaders mondiaux par des programmes de formation au Japon et des programmes de formation régionaux (par les pays partenaires vis-à-vis des régions)
- 3 Contribution aux initiatives régionales et mondiales de contrôle des maladies : Soutien du renforcement des réseaux de grands laboratoires, de la collaboration avec le CDC Afrique, et de la participation aux conférences internationales



Le Dr Nkengasong, Directeur du CDC Afrique et le Dr Toda, Vice-président de la JICA (à l'époque) lors de la cérémonie de signature de la Lettre d'intention signée entre les deux organisations



Test PCR à l'Institut Noguchi pour la recherche médicale (Ghana)



Grands laboratoires nationaux soutenus par la JICA

Exemple 2 (prévention) : Initiative pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique (IFNA)

L'IFNA est une initiative conjointe menée par l'AUDA-NEPAD et la JICA et contribue à améliorer la nutrition des enfants en Afrique grâce au soutien à la formulation de stratégies nationales dans les pays africains et à la mise en œuvre d'activités menant à une amélioration de la nutrition. Lors de la TICAD 7, l'élargissement de l'IFNA à toute l'Afrique, et en particulier aux 200 millions d'enfants africains, a été déclaré. Grâce à l'IFNA, une grande diversité d'activités a été mise en œuvre selon trois piliers qui sont : 1) la promotion du leadership politique, 2) le développement des capacités des fonctionnaires de l'État et 3) l'accélération de la mise en œuvre des projets liés à l'IFNA.



Repas scolaires (Projet d'amélioration de l'alimentation et de la nutrition à Madagascar)

Promouvoir en Afrique une amélioration de l'alimentation focalisée sur des secteurs multiples, sur les parties prenantes et sur les nutriments

Objectifs et modalités de mise en œuvre de l'IFNA

Le manque de ressources humaines à haut niveau d'étude en Afrique est un des facteurs limitant la réalisation de la vision de l'UA. En 2010, le Sommet de l'UA a décidé de fonder une université panafricaine (PAU) et de soutenir le renforcement des systèmes d'enseignement supérieur.

La PAU qui est divisée en cinq régions, leur attribue des domaines de recherche cibles, et a défini des pays hôtes, des universités hôtes et des partenaires thématiques clés. L'UA a demandé au Japon de servir de partenaire thématique clé à l'Institut des sciences fondamentales, de la technologie et de l'innovation de l'Université panafricaine (PAUSTI), pour soutenir l'amélioration et le renforcement de l'environnement de la recherche.

Les initiatives de la JICA pour fournir une éducation de qualité



1re cérémonie de remise des diplômes du PAUSTI (2014), présidée par le Dr Dlamini Zuma, Président de la CUA (à l'époque)

Approche Soutenir le développement de ressources humaines hautement compétentes dans le domaine des sciences, de la technologie et de l'innovation (STI), par l'intermédiaire des universités africaines, telles que l'université Jomo Kenyatta d'agriculture et de technologie (JKUAT), l'université hôte du PAUSTI, l'institut pour la région Est.

Exemple Dans le Projet de réseau JKUAT-PAUSTI-UA pour innovation africaine, la JICA contribue au développement de ressources humaines hautement compétentes grâce à l'amélioration de l'environnement et des capacités de recherche du JKUAT et du PAUSTI dans le domaine des STI, et grâce au soutien de la collaboration avec les autres institutions d'enseignement supérieur en Afrique et à l'extérieur du continent.

Programme global africain pour le développement de l'agriculture (CAADP)

CAADP

Plus de 60 % de la main-d'œuvre subsaharienne en Afrique est constituée de petits agriculteurs. Le manque de fertilisants améliorés, de semences, d'installations de stockage et d'irrigation entraîne une productivité faible et une production alimentaire insuffisante qui ne permettent pas de répondre à la demande. L'UA a lancé le CAADP pour définir le niveau minimum de l'investissement public dans l'agriculture à 10 % des budgets nationaux et pour améliorer la productivité agricole d'au moins 6 % afin de promouvoir le développement du secteur agricole.

Les initiatives de la JICA pour le développement de l'agriculture en Afrique

Approche Soutenir l'accroissement de la production de riz dans le cadre de la Coalition pour le développement de la riziculture en Afrique (CARD) et le développement agricole grâce à une approche orientée vers le marché d'autonomisation des petits exploitants horticoles (approche SHEP).

Exemple (CARD) Lors de la phase 1 de la CARD, le projet a réalisé son objectif de doublement de la production de riz en Afrique subsaharienne en dix ans de 2008 à 2018 (de 14 à 28 millions de tonnes). Dans la phase 2, les pays ciblés ont été élargis de 23 à 32 pays avec l'objectif de doubler à nouveau la production de riz (de 28 à 56 millions de tonnes). La JICA se focalise sur le doublement de la production de riz par l'intermédiaire de l'approche RICE (Résilience, Industrialisation, Compétitivité, autonomisation = Empowerment) afin de renforcer la compétitivité du riz produit dans chaque pays et de promouvoir une plus ample coopération avec le secteur privé. Par exemple, lors de la phase 2 du Projet de promotion du développement de la riziculture en Ouganda, suite à l'amélioration des capacités de recherche et développement et à la vulgarisation des techniques de riziculture aux agriculteurs de la phase 1, la JICA fournit un soutien pour améliorer la productivité et la qualité du riz et soutient le développement des systèmes de recherche et de vulgarisation en utilisant les résultats de la première phase.

